

**NATION
ET
CLASSE OUVRIÈRE**

**HEINRICH LAUFENBERG
FRITZ WOLFFHEIM**

HAMBOURG, fin juillet 1920

I.

Le communisme est la doctrine de la lutte de classe du prolétariat dans la société capitaliste. Son but est la destruction du système capitaliste mondial et son remplacement par la communauté de l'économie mondiale.

La lutte et le but sont internationaux. Bourgeoisie et prolétariat sont conditionnés dans leur existence par le mode de production capitaliste. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat passe à travers les nations, et elle les déchire, du fait de la contradiction des classes, en campements ennemis. Mais, étant donné que les deux classes ne peuvent exister que pour autant que la société capitaliste dure, c'est l'abolition de la contradiction de classe dans tous les pays par le prolétariat victorieux qui marquera la fin de leur combat. En démolissant la forme économique capitaliste et en anéantissant, avec la société de classes, le capitalisme et le salariat, le prolétariat abolit la bourgeoisie et en même temps il s'abolit lui-même en tant que classe non possédante. C'est ainsi qu'il supprime toute raison d'être au divorce des classes à l'intérieur des nations. La société communiste place côte à côte tous les membres laborieux d'un peuple en tant qu'être libres et égaux. Elle se développe à partir du travail socialisé du peuple sans classes, et elle trouve son achèvement, par le regroupement fédéraliste de l'économie des peuples sans classes, dans la communauté du monde.

La lutte révolutionnaire du prolétariat, qui commence au sein des nations bourgeoises, reprend les tendances révolutionnaires qu'elle trouve à ses débuts. Là où la société bourgeoise elle-même lutte encore contre les pouvoirs féodaux pour son organisation politique, le prolétariat se bat dans cette bataille aux premiers rangs de la bourgeoisie en tant que la couche la plus énergique pour pousser la révolution plus loin. Après la victoire de la bourgeoisie sur le monde féodal, il intervient dans les luttes révolutionnaires que déclenchent, en vue de la participation au pouvoir d'État, les groupes de la classe bourgeoise elle-même qui sont nouvellement apparus et qui se renforcent, et tandis que, dans ces bouleversements, il soutient l'aile bourgeoise de la révolution, il lutte en même temps pour faire prévaloir ses propres objectifs de classe afin d'élargir sa propre base révolutionnaire de lutte contre la classe bourgeoise dans son ensemble. C'est précisément le déroulement des révolutions bourgeoises qui apporte la preuve visible que la lutte bourgeoise d'émancipation relance certes les problèmes de la libération de l'humanité, mais que le dépassement de la société bourgeoise est nécessaire pour les résoudre. C'est pourquoi tous ces problèmes se pressent automatiquement sur le ring du combat prolétarien. Le plus important d'entre eux, c'est l'organisation de la nation. Car l'expression politique de la société bourgeoise, c'est l'État bourgeois qui essaie d'organiser la nation comme sa base incontestable. Et puisque cette organisation lui a réussi aussi peu que dans la résolution de tous les autres problèmes de l'humanité que la société bourgeoise soulève, le prolétariat qui, pour achever sa propre émancipation, doit donc conquérir et détruire l'État bourgeois, est obligé aussi dans ce cas de reprendre les tâches non effectuées au point même où la révolution bourgeoise les a laissées.

Le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels a déjà exposé de manière tranchante la position du prolétariat vis-à-vis de la nation depuis 1848. Il y est dit :

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. ».

Sans biens, tels que les prolétaires le sont dans la société bourgeoise, ils sont aussi sans pays. Et en tant que sans pays, ils n'ont pas de patrie. En aspirant à démolir la société bourgeoise avec tous ses aspects politiques et économiques, le prolétariat dirige immé-

diatement sa lutte de classe contre l'État bourgeois et par-là même contre l'organisation bourgeoise de la nation. Mais du fait qu'il se rassemble à l'intérieur de la société bourgeoise en tant que classe nationale, afin d'élever, par le dépassement de l'État bourgeois, son organisation nationale de classe en organisation nationale d'État, il prend possession du pays et de toutes ses valeurs. Il cesse alors d'être sans biens, sans pays, sans patrie. En effet, il devient lui-même la nation et il ne peut plus être antinational, puisqu'il ne peut pas être contre lui-même. Il devient le support de la culture nationale et par conséquent le support de l'idée nationale. Ce processus de conversion démarre avec la lutte pour le pouvoir elle-même, avec le déclenchement de la révolution prolétarienne.

La Commune de Paris du printemps 1871 fut la première tentative pour établir la dictature révolutionnaire du prolétariat, et donc pour créer une organisation prolétarienne d'État. Lorsque la France bonapartiste fut brisée par la guerre et que la bourgeoisie française conclut par peur un accord qui trahissait le peuple avec l'ennemi afin de désarmer le prolétariat - ouvriers, artisans et la couche bourgeoise inférieure, presque sans biens, des petites gens -, le prolétariat parisien se souleva pour organiser la résistance révolutionnaire et pour protéger, après la chute de l'empire, la république qui venait d'être fondée des serres de la bourgeoisie française et du conquérant étranger. Étant donné que Paris était la capitale d'un État national bourgeois très centralisé, son prolétariat se vit, lorsqu'il installa son pouvoir au centre de cet État, placé immédiatement devant la question nationale. Il est caractéristique pour la confluence du point de vue national et du point de vue international que Marx, en tant que chef de la Première Internationale créée en 1863, ait souligné immédiatement l'importance de la politique nationale de la Commune et qu'il ait révélé ainsi en même temps la nécessité d'une organisation nationale homogène pour la politique révolutionnaire d'ensemble du prolétariat. Dans son texte sur *La guerre civile en France*, qui parut en tant qu'*Adresse du Conseil général de l'Internationale*, il écrit :

« La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. »

La structure complète de l'État national prolétarien est contenue dans cette courte esquisse. Si l'on y ajoute l'idée de *la représentation à la manière des entreprises* comme son

fondement, on a alors la totalité du système des conseils moderne, tel que nous le concevons, à savoir l'organisation de l'auto-administration par le bas, sur une base fédérale, avec des intermédiaires qui centralisent, et une direction supérieure qui procède du Conseil national suprême - que Marx désigne encore par le terme d'Assemblée nationale -, un système qui repose sur un échelonnement à partir du bas et selon lequel tout représentant de la société peut être révoqué à tout instant par ses mandants si jamais il viole son *mandat impératif*. Toutes les objections, qui ont été élevées contre cette constitution par des déclamateurs fanatiques d'une dictature indiscutable de la part de régents de partis pour les pays civilisés de la terre, sont dirigées par conséquent aussi contre la Commune de Paris, contre la Première Internationale et contre Karl Marx, dont ses élèves se plaisent à se comporter aujourd'hui comme les roitelets de la révolution prolétarienne.

Même la constitution de la République soviétique russe ne peut pas faire autrement que de reconnaître expressément et d'établir le droit à l'autodétermination des nations. Dans le deuxième paragraphe de son premier article, la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité* décrète :

« La République soviétique de Russie est fondée sur la libre union des nations libres, en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales. ».

Lorsque le Bureau de Moscou de la Troisième Internationale a l'audace de vouloir imposer à tous les pays la dictature des politicards des partis communistes, il frappe au visage en cela non seulement toute la pratique antérieure du communisme scientifique, mais aussi les lois fondamentales de la Constitution de son propre État prolétarien.

II.

Bien que le terme de nation soit d'origine romaine, l'Antiquité ne connaît pas cette notion dans sa signification politique actuelle, mais elle désigne ainsi ce que nous appelons une association (culturelle et d'aide) de compatriotes. Ce n'est qu'au Moyen Âge que ce mot acquiert un sens politique général. Le territoire dominé par la noblesse allemande et la paysannerie allemande libre, qui s'étendait des embouchures du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, jusqu'en haut vers la Courlande, jusqu'aux Carpates et très profondément jusque vers l'Italie au sud, un ensemble de pays auquel la Pologne et plus tard, par des mariages, dynastiques, la Hongrie et l'Espagne ont été rattachées, prit le nom du Saint Empire romain de la Nation allemande. Plus tard, le lien entre les notions d'État et de nation devient une caractéristique de l'époque bourgeoise.

La lutte de classe bourgeoise mène à la lutte contre la prédominance des seigneurs féodaux et contre l'organisation de l'État et de l'économie qu'elle détermine. L'économie féodale est une économie de subsistance. Chaque village, chaque bourg, et même chaque ville, produit ce qu'il consomme lui-même et ce dont il a besoin. Les faibles échanges qui ont lieu entre eux concerne principalement des objets superflus. Un treillis de douanes et de péages recouvre le pays afin de permettre à la fermeture de l'économie locale de se maintenir. Cette disposition de la production correspond à l'organisation féodale de l'État. Elle repose sur la relation féodale personnelle dans laquelle, en vertu de l'attribution réciproque et révocable de l'exploitation du sol, les seigneurs terriens sont les uns par rapport aux autres et en même temps par rapport au chef de l'État qui possède l'ultime et suprême pouvoir de disposition. Indépendamment des différences nationales, l'État féodal peut étendre ses frontières aussi loin qu'il est capable d'établir des rapports féodaux avec les seigneurs

terriens. L'organisation bourgeoise de l'économie et de l'État est profondément différente de l'organisation féodale. L'économie bourgeoise se fonde sur l'échange. Plus ce dernier devient nécessaire et général, plus la production fondée sur l'échange en grand prend forme, plus elle acquiert avec elle en même temps un cachet capitaliste, et plus l'économie capitaliste débutante s'intéresse au fait que les barrières intérieures soient déblayées et que de grands territoires se constituent avec une langue véhiculaire unique, des mœurs, des usages, des lois uniformisés et par conséquent avec une administration centrale stricte; ces territoires peuvent servir au capital en plein essor de *marché intérieur* sur lequel sa supériorité sur la production féodale minuscule est à même de se déployer pleinement, et ils doivent à leur tour se fermer plus ou moins par rapport aux autres pour des raisons de concurrence entre les économies capitalistes des différents pays. C'est aussi bien à cause de l'opposition historique entre le mode de production et l'organisation de l'État de la bourgeoisie et ceux du féodalisme qu'à cause de leur nature interne particulière qu'il s'ensuit que le rassemblement de tout le peuple dans un cadre étatique unique, et donc la fusion de toutes les associations de compatriotes en une grande nation, représente l'objectif actuel de la politique capitaliste bourgeoise.

Mais l'État bourgeois montre qu'il est incapable de réaliser cet objectif. Pas même la France, qui a lutté dans des guerres séculaires pour créer un État national, n'a pu réunir dans une structure nationale toutes les associations de compatriotes du peuple français en tant que nation. Cette incapacité réside même dans la nature particulière du mode économique capitaliste. L'économie d'échange et la concurrence sont le leitmotiv lors de la création de leurs territoires économiques et la délimitation des uns par rapport aux autres. De même qu'autrefois dans le monde féodal l'intérêt humain en général de la société s'effaçait devant l'intérêt personnel des seigneurs féodaux, de même il s'effaçait alors devant l'intérêt matériel des possesseurs de marchandises. Lorsque la liberté et l'égalité bourgeoises s'avèrent être une liberté des exploiters pour exploiter régulièrement les couches non-possédantes, que pouvait être la nation, qui naissait au travers de la lutte de classe bourgeoise, sinon une organisation en vue de la mise en œuvre systématique d'une économie bourgeoise-capitaliste qui ne tenait pas compte des intérêts humains en général des habitants du pays, mais seulement des intérêts particuliers d'exploiteurs des possesseurs d'argent et de marchandises? Et cette loi qui régit les relations des habitants de tous les pays organisés de manière capitaliste, règne naturellement aussi avec le même caractère absolu sur les relations des nations capitalistes entre elles.

Dans la mesure où la bourgeoisie prend possession du pouvoir d'État, la politique de l'État devient le résumé de ses intérêts économiques vis-à-vis de l'étranger. C'est ainsi que la question de l'établissement des frontières nationales devient également une question de politique d'hégémonie au service des intérêts économiques du capital. Là où des intérêts capitalistes exigent le contrôle d'embouchures de fleuves et de centres économiques, de ressources naturelles et de routes commerciales, les frontières correspondantes sont obtenues par la force à la seule condition que la bourgeoisie capitaliste possède la puissance pour faire prévaloir ses intérêts particuliers à son propre peuple et aux peuples étrangers. C'est avec le développement du *commerce mondial* et de l'*économie mondiale* que commence la lutte pour la domination des mers, pour le contrôle des ports et des côtes, et cette lutte entrelace de la manière la plus étroite les intérêts d'outre mer de la bourgeoisie dans les pays pris séparément avec ses intérêts continentaux, elle rend la carte des États de notre continent dépendante des rapports de force sur des continents étrangers. Dans leur avidité à se procurer monopole et suprématie, les bourgeoisies en rivalité font se déchirer des peuples qui vont bien ensemble, elles parquent des fragments de peuples dans un État spécifique, elles créent artificiellement de petits États qui ne sont pas viables en soi et dont l'existence n'est pas justifiée, mais qui doivent cette existence à la jalousie des grands. Et comme l'administration centrale de l'État bourgeois correspond à un appareil militaire centralisé, la présence de cette armée comme

moyen de la politique capitaliste aggrave les tendances à la fragmentation et au déchirement des peuples plus faibles parce que, pour la fixation des frontières nationales, les points de vue militaires concernant une offensive ou une défensive possible sont, à côté des intérêts économiques particuliers, également déterminants.

De même que la société bourgeoise n'est guère capable de réaliser la liberté et l'égalité humaines, de même elle ne peut guère arriver à organiser les peuples dans un cadre national. Tandis qu'elle violente et opprime au plus profond d'elles-mêmes des parties de sa propre nation qu'elle fait entrer de force dans son mécanisme étatique, elle contraint en même temps des parties de nations étrangères à entrer dans ce cadre étatique pour des intérêts économiques particuliers, en déchirant ainsi d'autres peuples, sans pouvoir empêcher que, à leur tour, des parties de sa propre nation soient incorporées de force et détachées du corps du peuple par d'autres États. Et incapable qu'elle est d'organiser la nation, elle corrompt la notion de nation en faisant de la question de l'appartenance à un peuple la question de l'appartenance à un *État*, et en transformant ainsi la notion de *nation* en celle de la *nationalité*. Cette corruption se produit aussi inévitablement parce que les classes capitalistes ne peuvent s'affirmer que grâce à la machine de pouvoir de leur État contre le prolétariat de leur propre pays et dans la lutte qu'elles se livrent entre elles, parce que la politique de l'État de l'époque capitaliste est incapable de concevoir des nations indivises, mais dans le meilleur des cas uniquement des fractions plus ou moins importantes de nations et donc parce qu'elle ne parvient pas à aller au-delà de la création de nationalités. Puisque, dans un État bourgeois, la nation se transforme donc elle-même en une nationalité si l'État bourgeois organise seulement des membres d'*un* peuple, la libération des nations dépend alors du fait que les États bourgeois soient abattus. C'est seulement leur démolition qui abroge la notion de nationalité et qui permet aux peuples séparés et déchirés de s'unir en nations, et seule la révolution prolétarienne ouvre la voie pour ce faire.

III.

Tout le fatras de cette multitude d'États, héritage de déchirements territoriaux consacrés, dus à la Guerre de Trente ans au XVIIe siècle, et dont la révolution bourgeoise n'a pas osé se débarrasser, se dresse devant la révolution prolétarienne d'Allemagne.

L'impuissance politique du pouvoir impérial après le déclin du pouvoir médiéval de l'empereur, la mise à l'écart de l'Allemagne des océans et des grandes routes du trafic international, laquelle exclut le pays de la participation au développement capitaliste mondial qui débutait avec la découverte de l'Amérique et de la route maritime vers les Indes, empêcha qu'ici aussi ne se soit formé un pouvoir central fort qui aurait brisé le pouvoir territorial des princes et de la noblesse et créé un État centralisé avec sa propre force militaire centralisée. Tandis qu'à l'ouest naissait la monarchie absolue qui assujettissait la noblesse et qui devait déjà tolérer partiellement un contrôle par des organes bourgeois, tandis qu'à l'est le tsarisme despotique soumettait l'une après l'autre, à partir d'un noyau central fortement organisé et concentré, les vastes régions de l'Empire grand-russe ultérieur et qu'il les contraignait par tous les moyens d'une dictature terroriste sous son régime sanglant du knout, qui fit fouler aux pieds partout où il arrivait les débuts d'une culture populaire autonome par sa police et ses hordes de cosaques, se maintenait en Allemagne la souveraineté indépendante des seigneurs territoriaux, de la noblesse et d'une partie des villes.

Après que la Guerre de Trente ans eut été décisive dans la défaite définitive du pouvoir de l'empereur grâce à la coopération des princes avec l'étranger, les traités de paix de Münster et d'Osnabrück de l'année 1648 confirmèrent par écrit le droit des territoires

allemands d'être autorisés à conclure, indépendamment du pouvoir impérial, des traités pour leur propre compte avec des puissances étrangères, traités du fait desquels l'Empire était complètement confié aux intérêts de l'étranger qui étaient en rivalité avec les siens. Étant donné qu'il avait été sillonné pendant la Guerre de Trente ans par des armées étrangères qui le ravagèrent, l'Empire tomba alors pour des siècles au rang de terrain de jeux des intérêts économiques étrangers, la plaine sur laquelle les batailles pour la suprématie continentale en Europe ainsi que la prépondérance dans les colonies et sur les mers furent livrées. Les territoires de la Rhénanie occidentale furent perdus. La France arracha l'Alsace et la Lorraine du corps de l'Empire, tandis que la Hollande et plus tard la Belgique devinrent la pomme de discorde entre l'Angleterre et la France, et ce n'est que la rivalité entre ces deux pays, le besoin de l'Angleterre de garantir sa position au bord de la Manche contre la France par l'intermédiaire d'États-tampons qui les préservèrent de partager le sort de l'Alsace-Lorraine et d'être incorporer pareillement à la monarchie française.

La dissolution du domaine impérial en d'innombrables petits et minuscules lambeaux de territoire dotés d'une souveraineté indépendante, le fait pour les seigneurs religieux et séculiers de pactiser sans cesse avec les puissances occidentales, rendirent de prime abord illusoires toute tentative d'organiser une défense militaire sur ces frontières de l'Empire. Une nouvelle consolidation de l'Empire ne pouvait être entreprise qu'à partir de l'est. C'est là que deux monarchies militaires se constituèrent dans la lutte avec les puissances étrangères qui s'étaient solidement incrustées sur le sol de l'Empire. Au nord, c'est le *Brandebourg* qui entame le combat contre la Suède et la Pologne et il entend, en exploitant les contradictions entre ces deux États, empêcher la livraison totale de la Poméranie à la Suède, et prendre possession du duché de Prusse. Au sud-est, l'*Autriche* constitue une digue contre la vague turque qui momentanément déferle même jusqu'aux portes de Vienne. Ces deux noyaux se développent jusqu'à former des structures étatiques en établissant sur leur territoire une administration strictement centralisée et une armée solidement organisée. C'est nécessairement autour de ces États-là que toute l'histoire allemande ultérieure se rassemble. Et c'est entre ces deux États-là que se tisse la lutte pour l'hégémonie en Allemagne, qui, aussi longtemps que la couronne de l'Empire allemand appartenait à la dynastie autrichienne, ne pouvait être menée par le Brandebourg-Prusse que comme la lutte contre l'organisation de l'Empire. Si, avec ce combat, il s'agit en fin de compte nécessairement d'une nouvelle consolidation de l'Empire, les conflits qui s'engageaient entre la Prusse et l'Autriche devaient devenir, à une époque où toutes contradictions étrangères trouvaient leur reflet en Allemagne, le point de rencontre de tous les intérêts étrangers en Allemagne. Les guerres pour la Silésie sont ainsi devenues décisives pour l'ascension de la Prusse en Allemagne, de la même façon qu'elles ont conduit à la rupture définitive avec la politique de la couronne prussienne qui était jusqu'alors orientée du côté français. Mais comme la Prusse complètement épuisée ne devait le fait d'avoir évité une défaite autrement certaine qu'au refus de la Russie de continuer la guerre, le grand État naissant tomba dans la dépendance politique du tsarisme dévoreur de territoires qui s'apprêta aussitôt à porter ses frontières jusqu'à proximité immédiate de l'Allemagne grâce au démembrement de la Pologne.

La *Révolution française* reprend la politique de la monarchie absolue aussi bien contre l'Angleterre que contre l'Allemagne avec une force redoublée que lui conféra la promesse de liberté, d'égalité et de fraternité, aux premières armées de masse modernes. Toujours est-il que la France révolutionnée était un pays qui pouvait non seulement commencer, mais aussi mener à bien, une révolution économique sur son sol, et qui, par conséquent, était capable de faire effectuer à ses voisins orientaux des progrès considérables du point de vue de l'émancipation politique et de l'organisation économique, tant qu'elle se laissa inspirer dans sa politique de guerre par le but de préserver la révolution. Avec la chute des jacobins, dont le gouvernement était une domination des petits bourgeois et des travailleurs, et dont la tâche

historique consista en le déchaînement des forces de la masse en vue de l'organisation de la défense de la révolution, ce qui s'impose, c'est une organisation étatique purement capitaliste, dans la politique de laquelle toutes les *tendances capitalistes* commencent immédiatement à agir. Les dernières décennies de la monarchie absolue avaient entraîné le déclin subit d'une position coloniale qui était plus importante que la position anglaise et dont les jacobins abandonnèrent consciemment les restes. Après que, dans la guerre de la Première Coalition, la décision se fit à la suite du retrait de la Prusse de cette coalition en 1795, le gouvernement capitaliste de la France entama la lutte pour regagner sa position coloniale dans le monde et il ouvrit ainsi cette ère de guerres avec l'Angleterre qui ne trouva sa conclusion qu'avec la chute de Napoléon. Dans ces guerres, la lutte des deux puissances prend un caractère purement impérialiste. Tandis que la politique française cherche à créer une fédération d'États européens sous hégémonie militaire française afin d'imposer au continent le boycott des produits du concurrent, d'étrangler ainsi son rival et de briser sa position mondiale, les efforts de l'Angleterre consistaient à mettre sur pied une coalition continentale après l'autre, et à faire valoir en même temps inconditionnellement sa suprématie sur les mers et dans les colonies. Et voici à nouveau l'Allemagne qui se voit placée au centre de cette lutte gigantesque. Le pays et le peuple deviennent de vagues pions dans le jeu de la politique française. La création de la Confédération du Rhin, le partage de la Prusse, l'incorporation de la côte Nord-est dans l'Empire français, qui précéda l'intégration des Pays-Bas et de la rive gauche du Rhin, l'occupation des ports et des embouchures de fleuve de la Baltique jusqu'à la frontière russe - tout cela servait la tentative française d'étouffer et de paralyser le commerce anglais tandis que l'industrie française devait être en même temps protégée contre la concurrence possible des territoires annexés par un système rigide de *fortes taxes à l'importation*, et aussi rendue capable d'entrer en possession de l'héritage anglais. Cette politique qui servait les intérêts capitalistes de la France se combinait avec le fait de piller impitoyablement tous les territoires occupés et de pressurer la population en raison des buts de guerre de la France, tandis que son commerce maritime était empêché par le blocus que l'Angleterre décréta sur toutes les mers. Cette politique d'exploitation impérialiste de forces populaires étrangères provoqua nécessairement dans les territoires occupés une réaction politique et militaire qui fut encore favorisée par les réformes engagées directement ou indirectement par Napoléon. Aussi longtemps que sa domination militaire demeurait intacte, la France pouvait fermer les yeux sur l'effervescence des peuples assujettis, avec le sourire supérieur du vainqueur. La première grande défaite qui fut infligée à ses armées sur un champ de bataille qui était très éloigné de sa base d'opérations, et qui laissa des peuples en effervescence entre la France et les armées vaincues, devait provoquer l'effondrement complet.

La domination étrangère napoléonienne avait engendré dans les parties de l'Allemagne de l'Ouest et du Sud appartenant à la Confédération du Rhin une ère de réformes bourgeoises qui favorisa en partie l'apparition de l'industrie, en partie le rapprochement avec des formes étatiques bourgeoises. En Prusse, la détresse de l'État avait pareillement entraîné par force des réformes qui s'exprimèrent dans l'octroi d'une auto-administration et d'une liberté d'entreprise limitées pour les villes et dans l'introduction du service militaire obligatoire pour tous. Le vieil Empire et le règne de l'empereur s'étaient éteints sans tambour ni trompette. De nombreuses petites et minuscules principautés avaient perdu leur indépendance et avaient été fusionnées avec de grands États que Napoléon créa, et pour partie éleva au rang de royaumes. À côté de la Prusse et de l'Autriche, apparaissait ainsi, comme troisième puissance allemande, cet ensemble de pays qui avait été unifié sous Napoléon en Confédération du Rhin, et qui donna, après le retrait des territoires de la Rhénanie-Westphalie qui appartenaient à la Prusse, une *unité d'intérêts allemande du Sud*. L'aspiration à une unité nationale, en tant qu'effet rétroactif de l'idéologie de la Révolution française, commença à se

faire sentir dans l'intelligentsia allemande. Au demeurant, les rapports allemands étaient cependant économiquement et politiquement insuffisamment développés pour permettre l'apparition d'une forte classe bourgeoise qui se serait placée avec ses intérêts économiques derrière cette idéologie afin de la réaliser dans la lutte contre les princes. Et donc la fin des combats napoléoniens n'apporta pas l'établissement de l'unité allemande, mais la nouvelle organisation de la désunion allemande, qui trouva dans l'alliance des princes, la Confédération germanique et sa création la plus estimable, la Diète de Francfort, son expression politique appropriée, tandis que la dépendance de la Prusse par rapport à la Russie perdura et que l'Angleterre, du fait de son influence sur le Hanovre et sur le Brunswick conserva la possibilité de s'immiscer à tout moment dans les affaires internes de l'Allemagne.

IV.

La *Révolution allemande* de 1848 n'a pas été capable de créer pour l'Allemagne les prémisses étatiques qui constituaient la condition préalable pour un déploiement complet de la société bourgeoise-capitaliste. Il n'y eut ni la destruction du pouvoir des princes, ni l'organisation de la bourgeoisie allemande en tant que classe. Les demi-mesures de cette révolution sont dues au fait qu'elle fut bien davantage un effet rétroactif du développement capitaliste mondial à l'extérieur que la conséquence d'une consolidation du capitalisme à l'intérieur du pays lui-même. Même si l'impulsion qui provenait de France entraîna un soulèvement populaire contre les privilèges désuets, il manquait cependant à celui-ci la détermination d'une classe révolutionnaire qui, avec ses propres objectifs et sa force concentrée, pousserait le mouvement si loin qu'il aurait pu détruire les fondements étatiques antérieurs et créer cet État unitaire avec des formes républicaines, État qui correspondait aux intérêts de l'économie capitaliste en plein essor. C'est pourquoi la direction de la révolution tomba entre les mains des idéologues révolutionnaires, tandis que les responsables du développement industriel, effrayés par la spécificité des objectifs de classe prolétariens que la classe ouvrière cherchait à réaliser dans la république française, se réfugiaient dans les bras grands ouverts de la réaction princière. C'est ainsi que la bourgeoisie allemande avait renoncé *définitivement* à sa revendication d'une formation étatique qui lui soit propre pour s'abandonner totalement à la direction politique des princes. Les princes avaient donc vocation à accomplir l'unification de l'Allemagne, cette unification que le développement industriel croissant exigeait.

Comme quoi la forme particulière de l'unification de l'Allemagne fut déterminée par les intérêts particuliers de ses princes. Ce n'est pas une organisation populaire unitaire, réglée de manière bourgeoise, qui, comme en France et en Angleterre, pouvait naître de cela, mais seulement à nouveau une fédération princière qui établissait la désunion étatique et nationale antérieure dans une nouvelle forme. Conformément à la tripartition de l'Allemagne, le travail d'unification des princes s'accomplit alors que se déroulait la lutte entre la Prusse et l'Autriche pour le Sud allemand. La victoire de la Prusse en 1866 assura définitivement à cet État une prépondérance dans une Allemagne que les parties allemandes de l'Autriche ont dû quitter parce que leur inclusion ne concordait pas avec les intérêts de leur dynastie. Le Sud allemand, privé du soutien de l'Autriche, fut à lui tout seul trop faible pour mener une résistance contre l'État prussien qui venait d'obtenir dans tout le Nord le rassemblement des États individuels en une *Confédération de l'Allemagne du Nord*. La conscience révolutionnaire et nationale, qui couvait encore mais de manière insuffisante, de la part des idéologues bourgeois fut appâtée par le fait que Bismarck offrit à la Confédération un parlement issu du suffrage universel et égal dont les seuls défauts se manifestaient dans le

fait qu'il était chapeauté par un Bundesrat (Conseil fédéral) et qu'il n'avait que peu à dire en politique intérieure et rien du tout en politique extérieure, tandis que le contrôle sur l'armée, le véritable instrument du pouvoir de la Confédération, lui était totalement retiré. C'est de cette alliance de princes que naquit, après la guerre de 1871 avec la France, l'*Empire allemand* (der Deutsche Reich) qui reconnaissait, en tant qu'alliance des princes allemands, le roi de Prusse comme chef militaire suprême avec le titre d'empereur, et qui, précisément parce que n'étant pas une organisation nationale, mais seulement une alliance princière, était destinée dès le départ à devenir un épisode historique. Si la révolution bourgeoise en Allemagne ne posséda pas la vigueur pour obtenir par la force la formation d'un État correspondant à ses propres intérêts, on pouvait alors être absolument certain que les premiers coups de la révolution prolétarienne détruiraient une structure étatique qui ne suffisait même pas aux exigences d'une société bourgeoise pleinement développée.

L'Empire allemand, en tant qu'État industriel en cours d'ascension, ne pouvait mener qu'une politique qui correspondait aux intérêts du capitalisme en expansion. Il chercha à remédier à la difficulté de s'imposer sur le marché mondial en tant que jeune rival des États capitalistes plus anciens par un système des taxes à l'importation élevées qui permirent une augmentation continue des prix à l'intérieur et une baisse des prix sur le marché mondial, grâce à quoi en même temps le mariage politique entre la noblesse agrarienne allemande et la bourgeoisie industrielle se dota d'une base économique d'intérêts. Lorsque le besoin de tous les pays industriels de prendre possession de colonies correspondit au développement économique mondial du capitalisme, parce que, sans possessions coloniales propres, la concurrence sur le marché mondial les menaçait de voir les prix des matières premières d'outre-mer augmenter fortement, les classes capitalistes d'Allemagne virent dans le manque de possessions d'outre-mer un désavantage d'autant plus grand que l'Allemagne ne possédait pas une seule colonie au commencement de son épanouissement industriel. Du point de vue capitaliste, l'Allemagne agissait logiquement lorsqu'elle mettait toute la puissance militaire et politique de l'État au service de son aspiration à l'acquisition de colonies. C'est dans cette tendance agressive, conditionnée par la position de l'Allemagne capitaliste dans le monde, que s'exprime la nature particulière de son impérialisme auquel les lignes de sa politique étaient dictées par le besoin d'expansion d'une industrie qui jaillissait avec violence. Celui qui comprend l'évolution de l'histoire mondiale comme une transformation organique naturelle qui s'accomplit nécessairement selon des lois, ne peut que répondre par un haussement d'épaules aux tirades moralisatrices avec lesquelles les bourgeoisies des États capitalistes et impérialistes pillards ont accueilli les percées d'un concurrent affamé. Seule la politique prolétarienne révolutionnaire, à qui il incombe de détruire l'impérialisme mondial, est habilitée à porter un jugement sur les méthodes consistant à faire violence à tous les peuples, méthodes qui, pour les impérialistes de tous les pays, ont été un besoin vital et une condition pour l'existence de leur capitalisme national.

La force de l'offensive et la faiblesse de la défensive était fondée, pour la politique allemande, sur le fait qu'il n'y avait en Allemagne aucune organisation populaire résolue qui pouvait faire valoir son influence sur les méthodes et les buts de la guerre et de la politique elle-même. Tandis que la Politique de Bismarck tentait de s'assurer un soutien aussi bien auprès de l'Angleterre qu'auprès de la Russie, après que la fondation de l'Empire eut éliminé l'influence étrangère qui était considérable jusqu'alors, il se mettait en place à l'époque de Guillaume II une politique de puissance, orientée unilatéralement selon des points de vue militaires, qui refusait les méthodes bourgeoises des compromis et qui embarqua l'Allemagne dans cet isolement dans lequel elle se trouva lorsque la guerre mondiale éclata. Cet isolement devait conduire à la défaite si l'on ne réussissait pas, par un renversement de la politique menée jusqu'alors en vue d'une organisation de la défense nationale qui passerait par une application impitoyable de moyens révolutionnaires, à mobiliser les forces des masses qui ne

se manifestaient dans les armées impérialistes que comme du matériel vivant. Le destin de la bourgeoisie allemande, qui avait renoncé à créer sa propre organisation nationale de pouvoir, et qui avait lié son existence pour le meilleur et pour le pire au sort de l'alliance princière allemande, le destin de cette bourgeoisie était scellé s'il arrivait que la force révolutionnaire des masses renverse les dynasties afin de transformer la guerre impérialiste de brigandage en une guerre défensive révolutionnaire, ou bien s'il arrivait que le pouvoir impérialiste s'effondre complètement sur les champs de bataille. Quelle que soit la façon dont l'alliance princière était détruite, la bourgeoisie était laissée sans force, et cela devenait la tâche et le devoir historique du prolétariat d'ériger son propre État après avoir balayer les décombres impérialistes.

V.

La destruction de l'alliance princière étouffa d'un seul coup l'évolution que l'Allemagne avait suivie depuis le début de la Révolution de 1848. Les organes de pouvoir qui sont nés de la révolution, les conseils, eurent immédiatement tout le pouvoir entre leurs mains après le soulèvement de novembre 1918 dans l'armée et dans le peuple. De même qu'ils ne furent guère obligés de s'occuper des frontières devenues inexistantes de la Confédération des États allemands détruite, de même l'établissement d'une politique nationale fut évidemment sans aucun égard pour les intérêts dynastiques qui avaient empêché jusqu'alors la création d'une organisation nationale et qui gisaient maintenant fracassés au sol.

Les fakirs sociaux-démocrates, avec leur appendice indépendant de sorciers hurlant et d'analphabètes spartakistes, se sont imaginés que la nature de la révolution devrait résider dans le fait que les politiciens de tous les partis du mouvement ouvrier prennent la place des princes chassés devant les mangeoires des administrations d'État, en conservant la machinerie étatique en train de s'effondrer, afin de remplacer la bureaucratie étatique par les partisans de leurs partis politiques. Ils crurent même faire le reste lorsque, comme des faunes en maillot de bain, ils firent retentir la flûte de la paix des wilsonneries internationales. Au lieu de comprendre que la révolution exigeait une organisation entièrement nouvelle de l'Allemagne, et que celle-ci ne pouvait être créée que par la consolidation des organes de pouvoir révolutionnaires, et par conséquent de la classe révolutionnaire elle-même, ils essayèrent de maîtriser un appareil qui, même entre les mains de ceux qui l'avaient assemblé, n'avait plus été capable d'assurer la cohésion entre l'État et l'économie. La livraison complète du pays aux chacals de la Société des Nations correspondait à la totale décadence interne qui résultait de cette politique de sots aveugles et qui déclencha, avec le chaos économique, la lutte de tous contre tous. Les vautours de la finance mondiale, qui tremblaient comme de pauvres diables désarmés devant la force de la Révolution russe, n'ont pas cru dans les premières semaines, d'après leur propre aveu, qu'ils pouvaient extorquer à une Allemagne révolutionnée ce que la lâcheté criminelle de la bande social-démocrate d'Erzberger^(*) leur a livré. Poussé par les cris pacifistes et wilsoniens lancés comme sur une place de marché par des camelots

(*) Matthias Erzberger, homme politique allemand et journaliste (1875-1921). Membre du Zentrum (aile gauche du parti), député au Reichstag de 1903 à 1918, il y est le spécialiste des questions de finances et des colonies. À la tête de la délégation allemande, il mène les négociations et signe, le 11 novembre 1918 l'Armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale. Il entre au gouvernement de Philipp Scheidemann et devient, dans le cabinet de Gustav Bauer, vice-chancelier et ministre des Finances. Il réalise, en peu de temps, une réforme fiscale en renforçant le pouvoir central et en démocratisant le système fiscal qui porte son nom. Après une campagne de dénigrement par la droite, il démissionne le 12 mars 1920. Il est assassiné le 26 août 1921 par des nationalistes de l'extrême-droite (appartenant à l'Organisation consul). (NdT).

indépendants de la politique de l'Entente, le gouvernement social-démocrate, en coalition avec les agences allemandes du capital financier international, a signé le Traité de *Versailles*, bien qu'il ait dû savoir que la tentative de sa mise en œuvre effacerait pour toujours l'Allemagne en tant qu'État indépendant de la carte de la terre et obligerait le peuple à se répandre par millions sur la terre comme un engrais agricole et comme de la chair à canon. Un résultat naturel de cette acrobatie gouvernementale social-démocrate est la Conférence de *Spa* qui produira au moins une chose : que, après deux années d'épuisement nerveux et d'émasculation de la révolution, la classe ouvrière allemande se soulèvera à nouveau pour liquider les bandits cupides qui ont su empêcher, dans leur propre intérêt le plus immonde, la consolidation de la révolution, et par conséquent la naissance d'un nouvel État.

Toute organisation étatique se compose d'un appareil administratif politico-bureaucratique et d'un rassemblement des masses populaires qui sont placées sous la tutelle de cet appareil. La classe qui gouverne dans l'État, c'est celle qui a cet appareil en mains et qui décide de la forme d'organisation du peuple. C'est ainsi qu'elle peut, qu'elle doit, disposer du pouvoir réel dans le pays, c'est-à-dire des armes. C'est pourquoi, *l'organisation de l'armement est la condition préalable et le fondement de toute nouvelle structure étatique*. En s'emparant du pouvoir, le prolétariat organise l'armement de tous les travailleurs, lesquels créent leurs propres organes pour le contrôle des armes qui se sont transformées en leur pouvoir discrétionnaire. La dictature prolétarienne repose sur l'organisation de l'armement. L'égalité du droit aux armes correspond à l'égalité dans tous les droits politiques. Cette égalité de pouvoir et de droits exclut à l'intérieur de la classe ouvrière toute violation par des groupes avec des intérêts particuliers. *C'est de la classe ouvrière en armes que naissent les conseils en tant qu'instruments de pouvoir de la dictature prolétarienne*. Cette dictature est organisée par leur rassemblement dans tous le pays et par leur échelonnement de bas en haut. La dictature de la classe ouvrière est une *situation étatique* qui repose en tant que telle sur l'organisation du pouvoir réel. L'État ainsi créé se donne ses *lois* et il obtient par la force sa reconnaissance et sa mise en œuvre par tous les moyens étatiques de pouvoir. De même que toute tentative de résistance intérieure est sans espoir eu égard à un pouvoir aussi énorme que représente l'organisation de la classe ouvrière en armes, de même cet État dispose de moyens pour étouffer dans l'œuf des actes arbitraires de la part d'individus et de révoltes de groupes politiques ayant des intérêts particuliers.

L'État prolétarien est une organisation nationale qui ne connaît pas de pouvoir en dehors de la nation. En s'armant en tant que classe, le prolétariat crée son *organisation de classe* et il utilise le pouvoir que lui procure son armement pour élargir cette organisation de classe en *organisation nationale*. L'armement du prolétariat brise, en même temps que l'État capitaliste, les fondements de l'organisation de classe de la bourgeoisie et il abolit toute son influence politique. Son monopole des moyens de production est supprimé, ses organisations économiques sont dissoutes, *l'ensemble de l'économie passe sous le contrôle de la société*. Le prolétariat annule tous les privilèges que la bourgeoisie possédait dans la société bourgeoise afin de rendre le retour d'une domination de classe de la bourgeoisie impossible. De la sorte, la bourgeoisie a cessé d'exister en tant que classe, et il ne reste plus que les *individus* de la classe démantelée en dehors du cadre de classe prolétarien. Le prolétariat incorpore ces déclassés dans son organisation de classe en obligeant tout individu à accomplir un travail socialement utile. Toutes les professions jusqu'à présent bourgeoises qui supposaient déjà dans l'économie capitaliste un travail socialement utile, comme les professions des médecins, des techniciens, des enseignants et des spécialistes de toutes sortes, et celles qui, dans une production socialisée, acquièrent une importance accrue, exercent leur activité sous le contrôle public qui est associé aux organes des conseils.

Dans la même mesure où le cadre de l'organisation prolétarienne s'élargit par l'incorporation des professions autrefois bourgeoises, le *fondement démocratique* de la

dictature de l'État s'étend. La condition pour l'égalité de droits de ceux qui travaillaient antérieurement dans des professions bourgeoises, c'est leur intégration volontaire dans le système social que le prolétariat se crée, tandis que, dans les cas où l'on fait de la résistance ou bien où l'on pratique le sabotage, interviennent naturellement des mesures de punition et de sécurité. Que, dans une organisation sociale du travail, toutes les personnes qui refusent en principe de participer au travail social, parce qu'ils étaient habitués jusqu'à présent, en tant que spéculateurs, tondeurs de coupons, escrocs ou trafiquants, à disposer d'un revenu sans travailler, se situent en dehors des droits civiques étatiques et fassent absolument l'objet de la violence de l'État, cela découle du simple fait que, dans un État qui repose sur l'organisation du travail, tous les droits sont conditionnés par la participation au travail socialement utile.

La lutte de classe du prolétariat s'accomplit dans tous les pays comme une lutte contre la bourgeoisie et contre l'État par l'intermédiaire duquel le pouvoir de la bourgeoisie s'exerce. Mais partout où le prolétariat a conquis le pouvoir et où il a soumis la bourgeoisie par la force, il naît, en même temps que l'État prolétarien, la condition de la création de l'organisation nationale du peuple. En se fondant sur les organisations de classe armées du prolétariat, l'objectif de l'incorporation volontaire ou forcée de la bourgeoisie dans le prolétariat consiste dans l'interpénétration mutuelle de la classe bourgeoise et de la classe prolétarienne, dans la résolution de leurs contradictions, en vue de la constitution d'une unité sociale supérieure.

VI.

La pleine mise en place de l'organisation du peuple par le prolétariat supprime les frontières de l'État capitaliste; elle abolit les nationalités et elle réalise l'unité nationale des peuples. Pour la première fois dans l'histoire, les peuples entrent en lice en tant qu'unités culturelles cohérentes. Communauté de langue, communauté d'histoire, communauté des relations économiques, et donc communauté de culture - deviennent à partir de maintenant les fondements pour leur regroupement et pour les frontières de leur rassemblement. Tant que cette organisation des peuples n'est pas réalisée sur la terre entière, ce rassemblement conserve encore dans chaque pays la forme *étatique* qui ne peut déperir qu'avec la mise en place de la communauté mondiale dans une société sans classe internationale.

La pleine mise en place de l'organisation nationale du peuple se heurte tout d'abord à la résistance des classes capitalistes des autres pays, car elles ne peuvent pas permettre la réalisation de l'unité nationale par le prolétariat sans se renier elles-mêmes. Et la lutte de classe prolétarienne ne se termine pas avec la soumission par la force et avec la dissolution de la bourgeoisie de son *propre* pays. La victoire du prolétariat d'un pays a au contraire pour condition la chute de la bourgeoisie dans tous les pays. Et donc, le prolétariat victorieux d'un pays soutient par tous les moyens de son pouvoir d'État la lutte de libération des prolétaires de tous les États, afin de les aider à emporter la victoire, à ériger leur État, à mettre en place leur organisation nationale des peuples.

La révolution prolétarienne qui est menée sur la terre tout entière va à la rencontre des peuples libérés de l'exploitation et de la servitude sur une terre libre en tant qu'union libre des communautés économiques nationales, en tant que fédération des nations dont le rassemblement réalise la communauté mondiale.